

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21634 - 80ÈME ANNÉE

## Hommage - Volet 4 1949, il y a 75 ans, Raymond Vergès



**Nous publions aujourd'hui le 4ème volet consacré au combat mené par le Dr Raymond Vergès, contre la répression et la fraude électorale à la Réunion, extrait de l'ouvrage d'Eugène Rousse - Raymond Vergès, père fondateur de la Réunion moderne - édité à l'occasion du 50 e anniversaire de la disparition du député réunionnais.**

Voir Témoignages de lundi 26, mercredi 28 et vendredi 30 août. Les faits se déroulant toujours en 1949. Le précédent article évoquant la fraude grossière au Palais de Justice de Saint-Denis lors du dépouillement des urnes des bureaux de vote de Saint-Louis le 22 mars 1949, transférées sur ordre du Préfet Paul Demange.

### Fraude cautionnée par un juge

« ...Sans attendre l'arrêt de la haute juridiction, le Parquet de Saint-Denis décide de son côté l'ouverture d'une enquête sur les fraudes commises lors de cette élection à Saint-Louis. Au terme de l'enquête, est prise une ordonnance de renvoi en correctionnelle des personnes dont les noms suivent : Irénée Accot, Jules Bénard, Louis Maillot, Mancini Maillot et Eugène Payet.

Leur procès – auquel Raymond Vergès assiste au premier rang – se déroule les mardi 20, mercredi 28 et vendredi 30 septembre 1949. Malgré l'extrême gravité des actes commis, c'est un verdict d'acquittement général qui est rendu le mardi 11 octobre par le juge Lambert. Ce juge n'hésitera pas à recourir à l'institution judiciaire pour assouvir son anticommunisme notoire. Et il ne se sentira nullement concerné par le devoir de réserve auquel sont tenus les magistrats, en assistant à une réunion publique tenue par le candidat Michel Debré à l'élection législatives du 5 mai 1963 dans la première circonscription.

Après un tel verdict qui a valeur d'encouragements aux fraudeurs, Valère Clément ne se gêne nullement pour truquer grossièrement le scrutin municipal du 26 avril 1953 à Saint-Louis. Scrutin qui sera annulé par le Conseil de Préfecture le 29 juillet 1953. Ce ne sera pas la dernière mascarade à laquelle participera le maire de Saint-Louis, aussi bien dans sa commune que dans la commune voisine de Saint-Leu . Et cela en toute impunité... ».

**Paul Dennemont**

## L'Insee revoit à la baisse la croissance du PIB au deuxième trimestre 2024

**La croissance du PIB se poursuit au deuxième semestre mais reste en dessous des prévisions. De plus, elle est inférieure à celle du premier trimestre.**

L'activité a finalement rebondi un peu moins fortement que prévu entre avril et juin. Le Produit intérieur brut (PIB) français a progressé de 0,2% au deuxième trimestre, selon les résultats de l'Insee, soit une révision en baisse de 0,1 point par rapport à la première estimation. Le PIB avait augmenté de 0,3% au premier trimestre.

Les grandes composantes sont stables ou en légère hausse, à l'exception de l'investissement (-0,4%). La consommation des ménages se redresse légèrement de 0,1% après une baisse de 0,1% au premier trimestre, grâce à la consommation de services (+0,5% après +0,3%). La consommation de biens reste elle stable (après -0,1%) : la consommation alimentaire recule de 1,6% après une baisse de 0,1%, cette baisse a été compensée par la hausse de la consommation en gaz et électricité (+3,0% après +0,2%).

L'investissement, ou formation brute de capital fixe (FBCF) pour l'Insee, diminue de nouveau (-0,4% après -0,5%). Il recule de 0,5% pour les entreprises, comme au premier trimestre, et de 1,1% pour les ménages, après -1,9% au premier trimestre. La FBCF augmente néanmoins pour les administrations publiques (+0,6% après +0,5%). Au total, la contribution de la demande intérieure finale - hors stocks - à la croissance du PIB est nulle au deuxième trimestre, comme au trimestre précédent.

Les exportations continuent d'augmenter modérément (+0,4% après +0,6%), grâce notamment «*au dynamisme des livraisons de matériels de transport*», explique l'Institut national de la Statistique.

Tandis que les importations, elles se redressent légèrement ce trimestre (+0,1% après -0,4%), soutenues par les importations d'énergie, eau, déchets et de produits agro-alimentaires.

Au total, le commerce extérieur apporte de nouveau une contribution positive au PIB (+0,1 point après +0,3 point). Enfin, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est nulle ce trimestre, comme au trimestre précédent.

## Ne pas oublier et Résister !

**À l'occasion de la commémoration du meurtre de deux agents de contrôle il y a 20 ans dans l'hexagone, les deux organisations syndicales de l'Inspection du travail SUD TAS et CGT appellent les agents de la DEETS à se réunir le 2 septembre à 13h30 à l'angle de la rue maréchal Leclerc et de la rue de Paris, devant les locaux de l'Inspection du travail.**

Ce rassemblement d'hommage et de colère est l'occasion de présenter la situation déplorable du service public de l'Inspection du travail, sur l'ensemble de la France et à La Réunion.

Les autres services de la DEETS (répression des fraudes, logement social, emploi...) pourront également présenter leurs difficultés au quotidien pour échanger avec les usagers et les syndicats sur la nécessité d'améliorer le service public de la DEETS 974.

A l'heure des coupes-budgétaires, des attaques incessantes contre la fonction publique, le monde du travail, et de l'augmentation des souffrances, des blessés et des morts au travail, la défense du service public en général et de l'inspection du travail en particulier est un combat qui réunit l'ensemble des travailleurs et des travailleuses et qui est en enjeu fondamental pour les réunionnais et les réunionnaises, pour l'accès aux droits et pour l'amélioration de la vie au travail.

## Le véritable chef du gouvernement, c'est le grand capital

**Quelle sera la composition du prochain gouvernement ? De quels partis seront issus les ministres ? Combien de temps tiendra-t-il avant d'être renversé ?**

Tout cela préoccupe les politiciens mais beaucoup moins les classes populaires, confrontées aux dépenses de la rentrée scolaire, aux menaces de perdre un emploi, aux attentes interminables aux Urgences et aux mille galères de la vie quotidienne.

Affirmant que « *personne n'a gagné* » et voulant continuer à régner malgré sa double défaite électorale, Macron voudrait un front allant de LR au PS en excluant le RN et LFI. Les partis rechignent à accepter car les macronistes resteraient au centre du jeu, et cela reviendrait à se saborder en cas de nouvelle dissolution.

De son côté, la gauche rassemblée dans le NFP, qui n'a qu'une majorité relative à l'Assemblée, a défendu tout l'été la nomination de Lucie Castets, une énarque étrangère au monde du travail. Elle affirme vouloir revenir sur la retraite à 64 ans et porter le Smic à 1600 euros. Ces mesures, même très modestes, soulèvent l'indignation de tous les chiens de garde du patronat. Avec ou sans ministres LFI, l'idée de la moindre concession aux travailleurs les révolte.

Pourtant, en disant « *qu'il faudra chercher des compromis* », Lucie Castets se montre prête à revenir sur ces promesses. À chacun de ses passages au pouvoir, même quand elle avait une majorité absolue, sous Mitterrand, Jospin ou Hollande, la gauche s'est soumise aux exigences de la finance et des capitalistes et a ainsi trahi les travailleurs.

En Grande-Bretagne, la gauche est revenue au pouvoir avec une large majorité. Mais, au prétexte que les conservateurs ont laissé les caisses vides, le nouveau Premier ministre travailliste annonce des coupes massives dans le bouclier tarifaire pour les factures d'énergie dont bénéficient les classes populaires. Il n'envisage pas une seconde de taxer la bourgeoisie ! Quel que soit le pays, quelles que soient les coalitions au pouvoir et la couleur politique du Premier ministre, la feuille de route de tous les gouvernements est écrite par la grande bourgeoisie. Partout, elle exige que la part des richesses qui revient aux classes populaires, sous

forme d'éducation, de santé ou de pouvoir d'achat, soit réduite au minimum.

Dans une économie en crise où la concurrence est impitoyable, les capitalistes refusent de céder une miette de leurs profits pour augmenter les salaires ou financer les retraites.

Ils exigent que toutes les dépenses de l'État leur reviennent sous forme d'aides, de subventions ou de commandes diverses. Que leur importe si la population ne peut plus se soigner ! Que leur importe si des quartiers se délitent !

Avec ou sans gouvernement, les États sont là pour mettre en musique ces exigences. Ainsi, même sous un gouvernement « démissionnaire », les hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie ont préparé le budget 2025. Sous prétexte de réduire le déficit public et de rembourser une dette colossale, ils ont déjà préparé un budget d'austérité qui prévoit 10 milliards d'euros de coupes.

Le seul budget sanctuarisé est celui de l'armée, car ceux qui dirigent préparent ouvertement les prochaines guerres. Ils s'apprêtent à défendre par les armes ce que tous les politiciens appellent « les intérêts de la France » mais qui sont en réalité les intérêts de Total, Bolloré ou Dassault, en rivalité avec leurs concurrents pour se disputer les marchés. Il n'y a pas d'argent pour les salaires, les écoles et les hôpitaux mais les milliards coulent à flots pour les marchands d'armes, l'industrie du luxe et les banquiers !

Ces milliards accumulés sont utilisés pour racheter et revendre des actions et spéculer à tout va. L'économie mondiale est un vaste casino qui peut connaître un krach financier du jour au lendemain et déclencher des faillites en cascade. Un tel scénario est de plus en plus redouté par les banquiers centraux, incapables de l'empêcher.

Alors, pour défendre nos conditions d'existence et notre avenir, il n'y aura ni bon gouvernement ni bon parlement. Tant que nous ne renverserons pas la dictature de la classe capitaliste sur la société, nous serons condamnés à verser notre sueur, notre sang et nos larmes pour assurer les profits d'une minorité de riches parasites.

Alors, plutôt que de s'en remettre à des partis qui se battent pour gérer le système en fournissant des ministres dévoués au grand patronat, les travailleurs doivent bâtir leur propre parti ; un parti qui rassemble les travailleurs conscients d'avoir à s'organiser et se battre, par-delà leurs différences, contre les attaques des capitalistes et pour les renverser.

**Nathalie ARTHAUD**

## BAYALINA

BAYALINA, PAR AXEL GAUVIN... IN ROMAN DANN LA LANG  
KRÉOL RÉNYONÉ, AN FÈYTON DANN TÉMOIGNAGES -104-

### LINDI 12 MARS (KATRIÈME BOUTE)

Mwin l'aprè koure ankor pou fé pète mon fièl : doktèr i monte arpa. Gramoun Trankil i di konmsa li vé pa son gran lauto i gaingne lo shok dann shomin défonsé, dann nid-d'poul, dann kanal la rou sharète la-fé. Touléka lo ravodri i monte arpa.

Li la-trouve in bon rézon, lo monstré :

– Puisque je vous dis que ce n'est pas possible ! J'ai une visite à faire à l'instant. Cette personne-là aussi peut mourir. Ecoutez : vous me l'amenez, il passera en premier.

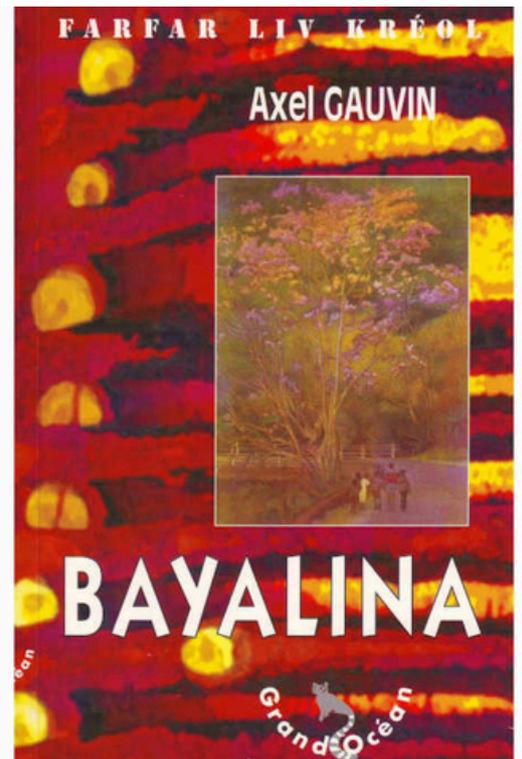
Konm gramoun Trankil la-konsèye amwin, mi koure, astér, la kaz Mésié Sumard, papa Titone. Msié Sumard sar dakor pou fé pète son kamion, pou amène Ari lopital. Msié Sumard sar dakor, soman sépa si kamion sar dakor, li ! La koupe lé fini depi 3 mois : lo tas la féraïy lé pou manze zérbe depi toute ce temps-là...

– Ékoute in coup (gramoun Sumard, en mèm temps li koze en mèm temps li ranpli son radiatèr sanm in gran rozoir dlo)... Ékoute : mwin la-toujour gaingne fé démaré alu.

Démaréur i marche pu, mwin na pu lo bra po manivèl, mé soman na ankor in mti grin d' kouran dan la batri. Si ou i shoke lo moteur dan la pante, lu pran. E la pante lé pa çak i mank par issi-en-o. Garde ou mèm.

E li amonte amwin toute lo déboulaz la pante ziska la mér.

Papa Titone i armonte mon moral, i fé bouiye mon trépé-d' sang en mèm temps. Bouiye mon sang : na pwin pou kasse la blag, là !



**Axel Gauvin**



## La prodikssion Lénèrzi La Rényon : Kan lénèzi prop i koupe-konm pa - dovan lénèrzi sal.

**Mézami néna inn-dé zour mi garde télé é mi oi dsi lo problèm lénèrzi kékshoz i rann amwin éré. Pou kossasa ? Pars ziska zordi mwin téi kroï bann zénèrzi sal téi dépass bann zénèrzi prop. Wala ké toudinkou, mi apèrsoi pou l'ané 2023 bann zénèrzi ronouvlab i dépass bann zénèrzi sal konm pétrol sharbon é lo rèst. Donk mwin lé kontan pars mi antrovoi sa konm in bon nouvl.**

Toute fasson lo zoinalist li ossi li lé kontan dovan lo bann shif li fé pass sa dsi in tablo. mé landmin mi antrovoi in lartk zoinal i done la démanti sak mwin téi pran pou la vérité la vèye o soir é san alé rode pli d'van, mi apèrsoi mon ane sé inn bourik pou o moïnss in rézon.

Mi rapèl azot la ranplass sharbon par bann biye doboi é lo bann biye i sorte laba dann lo dyab bouyi i apèl kanada sansa lé zétazini pou ariv la Rényon i fo transporte ali é pou transporte ali i fo mète gazoual dann bato donk i fo ardépanss dann zénèrzi

sal ankor in kou... San konté toute in polémik zot i koné dsi bann lénèrzi prop k'i sré pa prop san pour san.

EDF pou son par i panss nou va trape lo san-pour-san lénèrzi prop fin d'lané 2024 si bann konsomatèr rényoné té rézonab é téi évite bransh zot bann zaparèye lo soir kan lénèzi solèr i fonkssyone pi. Solman li rokoné dann so transh orèr-la kouran lé méyèr marshé.. Mé akoz l'EDF i éstoke pa in pé lénèrji pou romète sa dann sirkui la nuite ?

Pars sé konm ki diré ké zot sèrvo tayé an mat'sup, mat-spé, inzényèr d'sosi sola + in kékshoz lidéoloji néo kolonyal la pa tro anvî fé léstok. Dizon karéman l'EDF i pran zanfan Bondyé pou kanar sovaz é li vé sirt pou pa rogarde dann plan noute parti kossa néna dsi lo poinn-vizé d'lotonomi énézétik... Kissa la di néo-kolonyal lé mor? Nou sré pa dann in ka konmsa nou la ? Pli kontaminan na pwin.

A bon défandèr salu !  
**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année  
Directeur de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re  
Site Web: www.temoignages.re  
Tél : 02 62 55 21 21  
Publicité: publicite@temoignages.re  
CPPAP: 0916Y92433